
Les bédouins du Néguev face à Israël

Cédric Parizot

Quelle est la situation des Bédouins en Israël? Quelles sont leurs relations avec les autorités? Comment se situent-ils par rapport aux Arabes israéliens et aux Palestiniens? Cinquante ans après avoir été dépossédés de 90% de leurs territoires, la population bédouine s'est plus ou moins intégrée dans un Etat qui se définit comme un Etat juif et en ayant le sentiment que leur propre Etat ne les protège pas.

Le trente avril dernier, en accord avec le calendrier juif, l'Etat d'Israël fêtait ses cinquante ans, dans un atmosphère politique tendue. Quelques jours plus tôt, au sein de la population arabe israélienne, le Mouvement Islamique profita des commémorations de la naissance du prophète pour marquer le cinquantenaire de la *naqba* (catastrophe). Il organisa, à cet effet, des manifestations dans les villes arabes de Kufr Bara (Galilée) et de Taybe (région du triangle). A peine un millier de manifestants Bédouins, venus du Néguev, participèrent à celle de Taybe. Quinze jours plus tard, dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, des affrontements entre les forces armées israéliennes et des manifestants palestiniens, célébrant eux aussi le cinquantenaire de la *naqba*, se soldèrent par 9 tués et près de 400 blessés¹ dans les rangs de ces derniers. Comment le reste de la population bédouine dans le Néguev, a vécu la commémoration du cinquantenaire de l'Etat d'Israël, considérant qu'elle conserve des sentiments de frustrations liés à ses relations avec les autorités et qu'elle a des liens avec les Palestiniens qui sont parfois de proches parents?

Eté 1998

Entre 1948 et 1953, le temps de la stabilisation politique dans le pays, les autorités israéliennes règlent la situation des Bédouins du Néguev. Elles les confinent dans une réserve représentant 10% de la totalité des terres qu'ils contrôlaient auparavant. Cette zone, qui s'étendait entre le sud-est et le nord de Beer Sheva, est placée sous administration militaire jusqu'en 1966 (Marx, 1967). La population bédouine s'élevait alors à près de 10.000 personnes, sur un total de plus de 60.000 avant 1948 (ibid.), les autres ayant fui ou ayant été expulsées par les troupes israéliennes vers Gaza, la Cisjordanie, la Jordanie et l'Égypte. L'État ne reconnaît pas aux Bédouins de droit de propriété sur leurs territoires tribaux (Kressel et al., 1991). Au début des années soixante, il entame une politique d'urbanisation forcée se traduisant par des expropriations et des déplacements de populations. Actuellement, la population bédouine compte environ 120.000 personnes. La moitié vit dans sept villes planifiées: Tel Sheva, Râhat, Segev Shalom, Aroer, Kuseyfa, Lakiyya et Hura. Les autres résident dans leurs anciens campements permanents devenus depuis des villages-bidonvilles non reconnus par les autorités. Seule une très faible minorité pratique encore le pastoralisme semi-nomade.

Lorsque, le 30 avril 1998, commencent les festivités du cinquantenaire de l'État d'Israël, on est frappé par l'absence de manifestations, en faveur ou contre les célébrations. C'est notamment le cas dans le village-bidonville de la tribu (*ashîra*) des al-Mansûri², situé à la périphérie de la ville planifiée de Hura et dont la population devrait être déplacée dans les prochaines années. Même au niveau individuel, les critiques à l'égard des festivités ou de la population juive étaient rares. Ceci contrastait avec les attitudes vindicatives de certains membres du *'arab*³, lors de leur participation au meeting politique, organisé le 30 mars, à l'occasion du Jour de la Terre (*yom al-'ard*) dans le wadi Na'am. L'attitude des habitants se distinguait également des réactions amères qui ont suivi, mi février, la mort de trois ouvriers palestiniens originaires de la ville de Dura, qui se firent tuer par des gardes-frontières israéliens alors qu'ils franchissaient la ligne verte. Quelques jours plus tard des aînés du lignage dominant du *'arab* al-Mansûri se joignirent à une délégation de Bédouins du Néguev pour exprimer leur soutien aux familles des victimes. Le jour de la fête du Cinquantenaire ressemblait donc presque à tout autre jour de fête religieuse juive. Certains Bédouins ont, du reste, profité de ce jour férié pour visiter leurs parents et leurs relations, ainsi que pour régler des affaires courantes.

La distance certaine qui marquait leur attitude par rapport aux festivités du cinquantenaire transparaissait également dans leur discours. Si les uns utilisaient le terme de "fête de l'indépendance" (*'id al-istiqlâl*), d'autres y faisaient allusion en parlant de "fête des Jnifs" (*'id al-yehûd*). Parfois, la distance devenait dérision en qualifiant le cinquantenaire de "vénérable fête" (*'id al-muwaggara*). Certains ironisaient même sur leur propre participation aux cérémonies officielles.

Toutefois, ceux qui ont pu y participer et, à cette occasion, rentrer directement en contact avec les représentants des autorités, ressentent une certaine fierté et manifestent leur contentement. Le lundi 27 avril, une dizaine de personnalités locales importantes, telles que le maire de Râhat, Faysal al-Huzayyil, l'imam militaire bédouin, `Agal al-Hawashle, et des Sheikhs de la région, se sont rendus à la Knesset, sur invitation du cabinet du Premier ministre. Le lendemain, certains d'entre-eux ont même été conviés personnellement à une réception donnée par le Président de l'Etat, Eizer Weisman. Enfin, d'autres ont participé à la fête organisée par la municipalité de Beer Sheva où ils ont pu saluer les principales autorités locales et ainsi réaffirmer leur fidélité à leur égard.

Dans les villes planifiées voisines du `Arab al-Mansuri, des drapeaux israéliens flottaient à l'entrée principale ainsi que sur les bâtiments officiels et sur quelques habitations privées. Certains avaient hissé les couleurs de l'Etat d'Israël sur leur voiture. Mais l'atmosphère, le nombre de drapeaux et de décorations dans les villes et les villages bédouins contrastaient avec ce que l'on pouvait observer ou vivre dans les implantations et les villes juives.

Distance et participation par rapport aux célébrations illustrent les relations qu'entretiennent, de manière générale, les Bédouins avec l'Etat d'Israël. Elles furent générées, dès l'origine, par des frustrations, liées principalement à la perte de leurs droits sur leurs terres, et par la crainte des autorités, représentées alors par l'administration militaire (Marx, 1967; Lustick, 1982). La mise en place de la politique d'urbanisation, au début des années soixante, a entretenu ces frustrations. Elle s'est traduite non seulement par des expropriations et des destructions de maisons mais également par des stratégies d'intimidations plus ou moins violentes (Jakubowska, 1992). Bien que les Bédouins, n'aient pas de droits reconnus sur ces terres qu'ils revendiquent, ils ont entamé, en réponse à cette politique, un processus de sédentarisation spontanée. Ils cherchaient, à travers la culture de vergers et la construction d'habitations permanentes, à mettre en valeur ces terres et, par là, à légitimer leurs revendications de propriétaires. La politique d'urbanisation s'est accentuée au début des années quatre-vingt, suite au traité de paix avec l'Egypte, l'armée israélienne ayant besoin de terrains d'entraînement et de bases dans le Désert du Néguev (Kressel et al.: 1991; Abu Rabia, 1994).

Les Bédouins perçoivent ces mesures comme d'autant plus discriminatoires qu'ils ont le sentiment d'être privés d'un patrimoine tant matériel que symbolique. Leurs territoires tribaux, faisant directement référence à leur passé politique et culturel, constituent un repère central de leur identité. Les mots de ce vieux sheikh illustrent ces frustrations et un certain sentiment de dépouillement: "*Les juifs sont comme cela: il viennent à toi, regarde ta veste puis te la prennent. Si tu protestes, il te donne une claque, proteste encore, ils t'en donnent une autre!*".

Toutefois, ces protestations se manifestent rarement ouvertement, de peur de s'attirer les foudres des autorités. L'abolition de

l'administration militaire, en 1966, n'a pas mis fin à leur dépendance à l'égard de ces autorités. Après 1966, les Bédouins pouvaient directement s'adresser aux autorités sans passer par l'intermédiaire de leurs sheikhs. Ces autorités civiles, et non plus militaires, sont partagées entre plusieurs instances. Celles-ci agissant en fonction de leurs intérêts propres et non en fonction d'une politique définie, favorisent le maintien et la prolifération des réseaux de patronage clientélisme dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique (Abu Rabia, 1994).

Ainsi, l'année dernière, dans le `arab al-Mansûri, quelques aînés du lignage dominant ont convaincu certains de leurs enfants de faire leur service militaire. De même, lors des élections législatives, la proportion de suffrages en faveur des partis sionistes, dans leur bureau de vote, est toujours supérieure à celle destinée aux partis arabes. En 1988 et en 1992, il y eut même de forts pourcentages pour le Likoud et le Shas. Le premier représentant la droite nationaliste et le second la communauté juive séfarade orthodoxe. Si ces orientations politiques et la participation volontaire au service militaire relèvent d'un désir de flatter les autorités, ils répondent également à des enjeux politiques locaux. Ces actions sont généralement récompensées par des contreparties tant matérielles (somme d'argent, possibilité de choisir un quartier dans une ville planifiée, etc.) que symboliques (nomination à un poste dans l'administration, nomination officielle d'un sheikh pour le lignage) qui, une fois converties en pouvoir, assurent la promotion statutaire du lignage en question au détriment de ses rivaux. La prégnance de la tribalité (*gabaliyya*) contribue donc elle aussi à structurer les relations des Bédouins à l'égard de l'Etat.

Elle se fonde sur un système de valeur qui définit le statut d'un individu en fonction de son appartenance à un groupe agnatique⁴. Ainsi, la réalisation sociale et politique d'une personne est subordonnée à celle de son lignage. L'appartenance à tel ou tel groupe d'agnats définit le contenu de ses relations dans tous les domaines de la vie quotidienne avec les membres de sa communauté. La *gabaliyya* pose donc comme priorité la promotion sociale du groupe agnatique alors que l'avenir de la communauté arabe reste une question secondaire.

Les Bédouins partagent des sentiments identitaires avec les Arabes vivant en Israël, en Cisjordanie, à Gaza ou encore en diaspora. Il arrive fréquemment que cet aspect de leur identité resurgisse, lorsqu'ils sont confrontés à la politique de l'Etat hébreu, tant sur le plan national que régional. Cette catégorie les unit aux autres Arabes de la région en insistant sur leur passé historique commun et légitime leur lien avec la terre de Palestine. On retiendra qu'ils n'utilisent jamais la catégorie "d'Arabes israéliens" opposée à celle de "Palestiniens". Ils nomment ces autres Arabes en fonction de leur origine géographique et de leur mode de vie, en utilisant les termes de *fellahîn* (paysans) ou de *madanîn* (citadins) en opposition à celui de *bedu* (Bédouins).

En revanche, les Bédouins préfèrent entretenir leurs bonnes relations avec les autorités israéliennes afin de maintenir et éventuellement d'élever le statut de leur lignage au niveau local, au détriment de l'avenir

de la communauté arabe dans son ensemble. De même, certains préfèrent rester sous administration israélienne compte tenu de leur situation économique privilégiée, par rapport aux Arabes de la région, et de leur lien avec cette terre. Ceci est renforcé par le fait qu'ils considèrent que les Arabes de Cisjordanie et de la Bande de Gaza ont eux aussi des priorités statutaires. L'Autorité palestinienne est perçue plus comme une entité administrative aux mains d'une association politique de groupes agnatiques puissants, dominant les autres, et moins comme l'embryon d'un Etat démocratique.

Il serait néanmoins réducteur de résumer les relations des Bédouins à l'Etat d'Israël en terme d'intérêt et de stratégie de survie. Depuis ces dernières années, leur dépendance à l'égard des autorités israéliennes tend à diminuer. Consécutivement à l'élévation de leur niveau d'éducation et à leur intégration croissante dans la société israélienne, ils prennent de plus en plus conscience de leur droits civiques et politiques. Ils ont également la possibilité de s'adresser à des membres influents de leur communauté, qui ont déjà intégré le corps politique ou l'administration.

En outre, l'adoption, de leur part, de concepts propres au discours politique israélien, vise à influencer le cours des choses. En mettant en avant leur niveau d'intégration à la culture politique démocratique, ils inontrout, aux autorités et au reste de la population israélienne, qu'ils sont légitimes de profiter eux aussi de la démocratie. Cependant, l'emploi de ce type de discours fini par influencer leurs modes de pensée (Bichara, 1996). De même, hisser des drapeaux sur les voitures ou les habitations privées sert à exprimer sa fidélité à l'Etat, mais ce geste correspond aussi à la volonté de se conformer à un comportement social. Il traduit donc le désir de se rapprocher d'une communauté culturelle avec lesquels certains Bédouins entretiennent plus que des relations d'intérêt pratique.

Mais ce processus d'intégration est limité. Il est difficile aux Bédouins de s'identifier à un Etat qui se définit comme un Etat juif et de faire "l'apprentissage" de la démocratie quand leur propre Etat leur laisse le sentiment de ne pas les protéger. Le discours d'un des aînés du 'arab al-Mansûri rend bien compte de ces sentiments: "*Si Israël est une démocratie pour les Juifs, elle est une dictature pour ses citoyens Arabes! Nous sommes tout le temps surveillés par le Shabak (services de sécurité intérieur). Si tu critiques trop les autorités, tu finis par attirer des problèmes à toi et à ton lignage*".

Cédrix Parizot est doctorant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Références bibliographiques:

- Abu Rabia, A., 1994, *The Negev Bedouin and Livestock Rearing; Social, Economical and Political Aspects*. Oxford: Berg Publishers.
- Bichara, A., 1996, *L'Arabe en Israël, un discours politique mutilé*. Revue d'études palestiniennes 7 (printemps) (nouvelle série):55-75.

- Jakubowska, L.. 1992, Rethinking Ethnicity: The Israeli State and Bedouin Identity. In: Nordstrom, C.& Martin, J. (eds.), *The Path to Domination, Resistance and Terror*. Berkeley, Los Angeles, Oxford:UCP: 85-105.
- Kressel, G.M., Ben-David, J. & Abu Rabi, Kh.. 1991, Change in Land Usage in the Negev since the Mid-Nineteenth Century. *Nomadic Peoples* 28: 28-55.
- Lustick, I.. 1982, *Arabs in the Jewish State. Israel's Control of a National Minority*. Austin: University Press of Texas.
- Marx, E., 1967, *The Bedouin of the Negev*. Manchester: Manchester University Press.

¹*Al-Quds al-arabi*, édition du 15 mai 1998.

²Le nom utilisé ici pour nommer cette tribu est un pseudonyme afin de garder l'anonymat des personnes concernées.

³Le terme *'arab* était utilisé auparavant pour nommer les campements, il est resté dans le vocabulaire bédouin. Les villes planifiées sont appelées *garia* (litt. "village").

⁴Un groupe d'agnats, ou un groupe agnatique, désigne toutes les personnes qui revendiquent une filiation commune par les hommes.